

François Hollande et la Méditerranée : le changement ?

Le président doit définir une politique méditerranéenne française qui tienne compte de l'acquis, s'intègre dans la démarche européenne et soit porteuse d'une impulsion nouvelle.

Sébastien Abis, Jean-François Coustillière

En mai 2012, la France a élu le septième président de la Cinquième République. François Hollande est le second homme politique de gauche à occuper cette fonction, après François Mitterrand. Le candidat du Parti socialiste l'a emporté sans susciter une adhésion prononcée à son programme, mais en se présentant surtout comme l'opposé de Nicolas Sarkozy, président alors en exercice depuis l'année 2007.

Force est d'admettre que la politique de François Hollande, déployée désormais depuis plus de six mois, traduit de nombreuses inflexions par rapport à celle de son prédécesseur. Si cela vaut, tout particulièrement sur le terrain des affaires intérieures, qu'en est-il en matière de diplomatie et de relations extérieures, en Méditerranée ?

Les Français et l'Europe avant tout

Le nouveau président est arrivé au pouvoir dans un contexte pour le moins délicat. Les questions géostratégiques furent très peu présentes dans sa campagne et peu explicites dans son programme. La priorité en politique étrangère sera l'Union européenne et la gestion des problèmes communautaires : sauver la monnaie unique, préserver la solidarité entre États membres (notamment avec la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal) et maintenir les politiques communes malgré des contraintes budgétaires renforcées.

Sur le plan international, François Hollande, peu expérimenté, est resté très prudent. Les débats durant la campagne électorale se sont trop souvent focalisés sur les immigrés et les questions de sécurité censées en découler, thèmes que ses adversaires de droite agitaient alors vigoureusement. Soucieux des attentes de l'opinion publique, l'action du gouvernement se polarise alors, essentiellement, sur les défis sociaux et économiques de l'Hexagone, semblant

renvoyer les relations franco-méditerranéennes à un horizon non déterminé.

Une relation spéciale mais tumultueuse avec la Méditerranée

L'espace méditerranéen est central dans la politique étrangère de la France. C'est une constante qui dépasse l'aléa électoral et les décideurs, tant cette zone reste stratégique pour les intérêts français, sa stabilité interne et son influence dans le monde. Même si l'intimité des rapports avec les pays méditerranéens décline avec le temps, la France demeure liée à eux par sa géographie, son commerce, sa société et sa culture. Paris a toujours manifesté une ambition géopolitique dans la région. Elle a joué un rôle essentiel pour que l'Union européenne (UE) propose, en 1995, le Partenariat euroméditerranéen (PEM). Sa voix reste écoutée dans la gestion des conflits. Ses investissements économiques s'orientent souvent vers les rives sud et est de la Méditerranée, les flux humains quotidiens (raisons familiales, activités d'affaires, etc.) s'accroissent chaque année, les échanges commerciaux vitaux (gaz, pétrole, céréales, etc.) pour les partenaires, tant au Nord qu'au Sud, se confortent de façon pérenne et les Français continuent à privilégier la « grande Bleue » pour leurs vacances. François Hollande est donc contraint de s'inscrire dans la continuité d'une histoire ancienne, passionnée et particulière avec l'espace méditerranéen, ce qui ne signifie pas pour autant l'absence de bifurcations.

Le président français doit également composer avec une succession d'initiatives, principalement débutées avec le Processus de Barcelone en 1995, suivies de la politique européenne de voisinage (PEV), proposée depuis 2004 et enfin du projet d'Union pour la Méditerranée (UpM), lancé en 2008 par Nicolas Sarkozy. Cette dernière initiative n'ayant pas débouché,

Sébastien Abis, analyste géopolitique, associé au Groupe analyses JFC Conseil ; Jean-François Coustillière, responsable du cabinet de consultant JFC Conseil. Article remis le 12 novembre 2012.

	Algérie	Égypte	Jordanie	Liban	Libye	Maroc	Territoires palestiniens occupés	Syrie	Tunisie
% sur le total des importations françaises dans la région de la Méditerranée	2,42	1,17	0,01	0,03	4,94	2,96	0,00	0,42	3,69
% sur le total des importations françaises dans le monde	0,5	0,2	0,00	0,00	1,0	0,6		0,1	0,8
% sur le total des exportations françaises dans la région de la Méditerranée	5,59	1,92	6,73	4,95	11,54	3,80	0,84	7,57	1,94
% sur le total des exportations françaises dans le monde	1,4	0,5	0,1	0,2	0,3	1,0	0,1	0,9	

Source: IEMed. *Mediterranean Yearbook, Med. 2012*, http://www.iemed.org/llista_activitats-es/anuari-iemed-de-la-mediterrania-med.2012

en dépit de la création, à Barcelone, d'un Secrétariat technique, les politiques méditerranéennes de l'UE sont devenues illisibles ou presque, tant s'empilent, sans s'articuler nécessairement, les enceintes de dialogue et de coopération. Résultat, Bruxelles a replacé sur le devant de la scène diplomatique, la PEV, qui fait l'objet d'une nouvelle impulsion depuis le printemps 2011.

Hollande : un nouveau cap avec les pays méditerranéens ?

Après son élection, François Hollande est donc confronté à la nécessité de définir une politique méditerranéenne française qui tienne compte de l'acquis, s'intègre dans la démarche européenne et soit porteuse d'une impulsion nouvelle. Il est de plus confronté à la ligne de clivage qui oppose en France, à droite comme à gauche, les partisans d'un alignement atlantiste/occidentaliste, tournés vers Washington, et les tenants de l'approche gaullo-mitterrandiste, davantage à l'écoute des pays du Sud et des pays émergents, et qui défendent une certaine indépendance stratégique. Le président se montre d'une grande prudence. Il sait que la France a déçu au moment des révolutions en Tunisie et en Égypte, qu'elle est allée trop loin dans l'ingérence en Libye, que son volontarisme sur la crise sahélienne est risqué et qu'elle est impuissante vis-à-vis des conflits au Proche-Orient.

Prônant un accompagnement des transitions en cours dans les pays qui ont connu des bouleversements politiques, François Hollande se veut pragmatique vis-à-vis des relations à développer avec les nouveaux gouvernements installés en Égypte, en Libye et en Tunisie : pas de leçons politiques à donner, même si certains points sont scrutés de près (respect des partis d'opposition, des droits des femmes et des mi-

norités) et de l'aide sectorielle avec des moyens économiques limités. Encourageant les mouvements des révoltes arabes, le président regarde avec vigilance les nouvelles formations politiques, dominées par les islamistes.

La France cherche ainsi à entretenir des relations avec l'ensemble des acteurs de ces pays, notamment en Tunisie, pays considéré par Paris comme le laboratoire de ces transitions en cours et de la démocratisation dans le monde arabe. Elle manifeste son appui par des touches légères, telle la réception, le 7 novembre 2012 par Laurent Fabius à Paris, de Béji Caid Essebsi, chef du parti tunisien Nida Tounès. En revanche, le silence sur la Libye persiste et tranche avec les gesticulations de son prédécesseur, vis-à-vis de Tripoli. La visite programmée de Laurent Fabius à Tripoli, le 12 novembre 2012 est peut être le signe d'une nouvelle ouverture préparée avec prudence et soin. Concernant le Maghreb, François Hollande cultive, comme ses ministres, de bonnes relations avec le Maroc, mais s'efforce de rééquilibrer la politique française en Algérie. C'est la raison de sa visite d'État en décembre 2012, précédée de nombreuses visites ministérielles préparatoires à Alger, qui devance celle qu'il effectuera au début de l'année 2013 chez le voisin marocain.

A l'est du bassin méditerranéen, un réchauffement s'installe avec la Turquie, sans pour autant parler de véritable élan. Assainir les relations avec Ankara et doper le commerce avec ce marché en croissance constituent l'un des objectifs de l'actuel gouvernement, qui veut traduire dans les faits la volonté du président de promouvoir la « diplomatie économique ». Sur la crise syrienne, François Hollande, comme tant d'autres dirigeants européens, condamne les violences, redoute l'enlisement de cette guerre civile et ses effets collatéraux dans la zone (notamment au Liban), mais se révèle incapable de peser sur le cours des événements dont on peut penser qu'il dépende, évidem-

ment, d'une vraie concertation avec tous les acteurs, n'excluant ni la Russie, ni la Chine, ni l'Iran... Le constat peut être plus sévère sur la question israélo-palestinienne. Délaissant certaines promesses de campagne sur la reconnaissance de l'État palestinien, le président français ne s'aventure plus à sortir du périmètre fixé par la ligne occidentaliste et qui consiste à faire le vœu d'une reprise du dialogue entre les deux parties, afin de relancer un processus de paix paralysé. En recevant le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, fin octobre, en France, François Hollande n'a pas manqué de décevoir les défenseurs des droits de l'homme et ceux qui plaident pour que Paris prenne une position forte sur le Proche-Orient, capable d'apporter une alternative au blocage actuel de la situation, en défendant notamment la reconnaissance de l'État palestinien comme « État observateur au sein du système de l'ONU ». [NDE : Lors de la votation à l'Assemblée générale de l'ONU, le 29 novembre, la France vota en faveur].

Hollande et la Méditerranée : le pragmatisme circonstanciel

Au-delà des rapports bilatéraux avec chacun des pays méditerranéens du sud et de l'est, François Hollande s'est aussi exprimé au sujet de la coopération multilatérale dans la région. Le 27 août 2012, dans cet exercice annuel devenu incontournable, le président a fixé le cadre de la politique étrangère française lors de son discours devant les ambassadeurs. Il y a rappelé l'ambition du pays en direction de cette Méditerranée où les réalités se transforment, exigeant, à ses yeux, que la France puisse s'y adapter et se montrer à l'écoute des différentes aspirations qui s'expriment. Attaché à la mobilisation des compétences du Secrétariat technique de l'UpM, François Hollande a repris le *leitmotiv* de cette initiative, en défendant le concept d'une « Méditerranée de projets » et en annonçant la création d'une délégation interministérielle à la Méditerranée. Il s'est aussi exprimé en faveur d'une coopération renforcée dans le bassin occidental à travers le Dialogue 5+5, ce qui représente une vraie rupture par rapport à Nicolas Sarkozy. Cette priorité donnée aux relations avec le Maghreb s'est confirmée les 5 et 6 octobre 2012 à Malte, avec sa participation active au Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Dialogue 5+5. Prolongeant l'un des thèmes phares de son programme hexagonal, il a notamment insisté sur la « jeunesse » et sur les enjeux de la formation, de l'emploi et de la mobilité dans la région méditerranéenne. François Hollande veut surtout favoriser les synergies pour faciliter les financements, mieux utiliser les instruments de coopération existants et rendre complémentaires les initiatives françaises avec les politiques méditerranéennes de

l'UE. Cette approche, très pragmatique, présente des avantages et des risques. Elle a le mérite d'être réaliste et de ne pas multiplier les effets d'annonce dans un contexte géopolitique et financier qui ne permet pas à la coopération euro méditerranéenne de rebondir pour le moment. François Hollande désire recréer de la confiance dans la région et restaurer l'image parfois dégradée, de la France auprès de la société civile de certains pays. L'espace méditerranéen s'affiche aussi comme une zone stratégique pour la diplomatie économique, qu'il entend développer.

Toutefois, le président français navigue entre divers récifs, soumis aux aléas conjoncturels, sans réelle capacité de définir une route déterminée et affichable. Un trop grand tropisme pour le Maghreb pourrait être mal perçu par certains États du Proche-Orient. Il serait surtout excessivement vulnérable aux surenchères des différentes nations d'Afrique du Nord, aujourd'hui encore guidées par les rivalités néfastes. Enfin, il pourrait être combattu par les partenaires de l'UE, soupçonnant dans cette démarche, la manifestation d'un agenda caché français au profit de ses intérêts propres tout autant que la critique d'une politique européenne embrassant l'ensemble de l'espace méditerranéen.

S'il est assurément prématuré de vouloir juger l'action du président François Hollande vis-à-vis de l'espace méditerranéen, deux scénarios sont envisageables :

- celui bien connu avec l'alternance politique : rien ne changera sur le fond, l'essentiel étant de se distinguer sur la forme et la façon de travailler. La Méditerranée restera une priorité dans les déclarations, mais risque d'être absente du bilan des actions concrètement menées par l'actuel gouvernement ;

- un autre, que laissent envisager, au moins au Maghreb, les premières démarches marquées par le professionnalisme (préparation approfondie des visites du président par des missions ministérielles nombreuses) et la discrétion (absence de déclarations officielles médiatiques intempestives), d'une diplomatie efficace, prudente et négociée (Algérie, Tunisie, Maroc et Libye), plus prometteuse que celle des gouvernements précédents.

Il est, bien, sûr trop tôt pour préjuger du scénario qui s'imposera. En Méditerranée orientale, il semble que François Hollande cherche encore à préciser ses positions, au moins sur le conflit du Proche-Orient. Le vote français à l'Assemblée générale de l'ONU fournira des éléments éclairants pour l'avenir. En Méditerranée occidentale, l'épineuse question du Sahel servira de test pour savoir jusqu'où la France peut encore aller dans son expression de puissance influente, dans les affaires régionales. ■